

**Brodeur, Magaly. *Vice et corruption à Montréal, 1892-1970.*
Québec : Presses de l'Université du Québec, 2011. Pp. xiv, 129**

Thierry Nootens

Volume 41, Number 2, Spring 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1015381ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1015381ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Nootens, T. (2013). Review of [Brodeur, Magaly. *Vice et corruption à Montréal, 1892-1970.* Québec : Presses de l'Université du Québec, 2011. Pp. xiv, 129].

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine, 41(2), 46–47.

<https://doi.org/10.7202/1015381ar>

Book Reviews / Comptes rendus

Brodeur, Magaly. *Vice et corruption à Montréal, 1892-1970*. Québec: Presses de l'Université du Québec, 2011. Pp. xiv, 129.

Magaly Brodeur est doctorante à l'Université de Montréal. *Vice et corruption à Montréal, 1892-1970* est une plaquette de 129 pages issue d'un mémoire de maîtrise réalisé à l'Université de Sherbrooke. Ce mémoire devait être de bonne facture. Aussi, le retour du problème de la corruption à l'avant-scène de l'actualité politique, depuis quelques années, est susceptible de donner une résonance particulière à cette petite étude. Celle-ci traite des enjeux politiques et financiers entourant les jeux de hasard et d'argent pratiqués, dans l'illégalité, durant une bonne partie du 20^e siècle à Montréal. Alors que le code criminel de 1892 interdit presque complètement ces activités, l'année 1970 voit l'entrée en vigueur du bill omnibus du gouvernement Trudeau. Cette loi, entre autres choses, légalise les loteries. L'auteur aborde donc une forme assez particulière de « vice ». Mais son travail ajoute de manière intéressante aux recherches menées sur l'univers de la prostitution à Montréal au 20^e siècle, champ exploré notamment par Andrée Lévesque.

Vice et corruption ne comprend pas, à proprement parler, de cadre théorique élaboré. Mme Brodeur aborde la question du jeu illégal à partir de deux perspectives complémentaires, bien que cette façon de procéder ne soit pas explicitée. La première est celle des pratiques: le fonctionnement des maisons de paris illégaux et les modalités de la corruption policière sont par exemple bien mis en lumière. La seconde est celle de la gouvernance: les conflits opposant les divers paliers gouvernementaux quant à la régulation de ces pratiques et quant à l'appropriation éventuelle des profits qu'elles engendrent sont expliqués de manière probante.

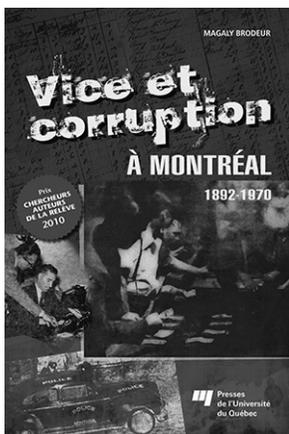
L'auteure a eu recours à un corpus documentaire qui, s'il ne se signale pas par son étendue, est suffisamment diversifié: articles de journaux, rapports et archives de commissions d'enquête, archives de la ville de Montréal. La première partie de l'ouvrage témoigne d'un recours un peu trop intensif au texte de Pacifique Plante *Montréal sous le règne de la pègre* (1950). Une autre réserve quant à l'usage des sources: dans le corps du texte et les notes, la place occupée par la littérature scientifique ou « secondaire » (que l'auteure a bien fouillée) est parfois trop importante pour une recherche fondamentale. Néanmoins,

cela n'affecte pas trop la qualité de la démonstration. Celle-ci prend d'ailleurs la plupart du temps la forme d'un récit et le ton d'une enquête. Ce qui constitue un choix discursif valable, considérant l'objet étudié.

L'ouvrage est divisé en deux parties comprenant elles-mêmes deux chapitres. Le premier chapitre explore l'industrie des jeux illégaux, « sur le terrain ». La proscription des jeux de hasard et d'argent en fait, très tôt, des secteurs privilégiés des opérations de la pègre. La fin de la prohibition de l'alcool aux États-Unis y intensifie la présence de la mafia, cela à l'échelle du continent. Certaines particularités de la législation américaine, au demeurant, font de Montréal un terrain particulièrement riche sur ce plan. L'ampleur du phénomène, tout comme les profits en jeu, sont bien soulignés. Le deuxième chapitre rend compte des autres causes de l'effervescence du jeu et du pari illégal dans la métropole, soit le système de protection liant la police à la pègre et, plus globalement, la corruption endémique des forces policières et de certaines autorités. Les exemples présentés sont quelquefois spectaculaires. La lutte contre cette forme de crime organisé ne prend son envol qu'à partir de la fin des années 1940 et durant les années 1950 avec les efforts de Pacifique Plante, le rapport de la commission Caron (1954) (les commissions d'enquête antérieures n'avaient pas été suivies d'effets) ainsi qu'avec les mandats de Jean Drapeau à la mairie.

Le troisième chapitre, pour sa part, retrace les grandes lignes de l'histoire du financement problématique de la ville de Montréal. Si, durant la période marquée par la tolérance et la prévarication, la ville retire certains revenus (taxes, amendes, licences) de l'industrie du jeu illégal, la Crise frappe de plein fouet des finances déjà précaires, situation qui persiste durant l'après-guerre. La ville se trouve en quête de formes nouvelles de revenus, alors que certains outils fiscaux lui sont ravis par le provincial (comme la taxe de vente, en 1965). Enfin, le quatrième et dernier chapitre relate les vains efforts de certaines élites montréalaises pour mettre la main sur les revenus issus du jeu, cette fois de manière légale. Ces efforts culminent en 1968 avec la mise en place de la « taxe volontaire » du maire Drapeau, taxe qui n'est rien d'autre qu'une loterie à deux dollars. Le gouvernement provincial lui coupe rapidement l'herbe sous le pied et obtient en 1969 un jugement de la Cour suprême déclarant cette loterie illégale. À peu près au même moment, le bill omnibus du fédéral exclut les villes du secteur des loteries... tout en légalisant celles-ci. Dès janvier 1970, Loto-Québec voit le jour.

Bref, Montréal, dont les autorités et forces policières ont longtemps été corrompues, se retrouve en quelque sorte elle-même victime d'un « racket » gouvernemental. Le jeu, source de la corruption endémique en son sein durant des décennies, se



transforme en activité légale, mais au profit du gouvernement provincial.

La lecture de l'ensemble est aisée, même si quelques maladresses syntaxiques, ça et là, auraient pu être épargnées au lecteur par une révision linguistique plus efficace. Globalement, *Vice et corruption* a pour mérite d'explorer un champ assez neuf de l'histoire du crime au Québec et au Canada, histoire qui a surtout insisté sur le développement des appareils policiers et la régulation des crimes « ordinaires » (ivrognerie, vagabondage, racolage, etc.). L'ouvrage détaille un beau cas de corruption des autorités étatiques dites légitimes et, sans que l'auteure ne le spécifie, la manière dont sont historiquement construites les frontières parfois poreuses entre économie souterraine, économie légale, immoralité et moralité officiellement sanctionnée. À n'en pas douter, et on nous permettra ici de recourir à un lieu commun, les historiens du futur trouveront dans le temps présent un matériel abondant pour mener à bien des réflexions de ce type.

Thierry Nootens

Département des sciences humaines (section histoire)
Université du Québec à Trois-Rivières

Cadotte, Robert et Anik Meunier. *L'école d'antan, 1860-1960: découvrir et se souvenir de l'école du Québec*, Québec: Presses de l'Université du Québec, 2011, 193 p.

Par son contenu et le public auquel il s'adresse, l'ouvrage *L'école d'antan, 1860-1960*, se situe dans le sillage de la publication *300 ans de manuels scolaires au Québec* (Québec: PUL, 2006), dirigée par le bibliographe et historien Paul Aubin. Robert Cadotte et Anik Meunier ont eux aussi voulu représenter la réalité passée des écoles québécoises, et ce, au moyen d'une sélection de reproductions d'artefacts de l'exposition du même nom présentée au Musée du Château Dufresne jusqu'en mai 2012. L'idée de réaliser ce joli livre vient aussi d'abondantes recherches parues dans les huit tomes de *l'Histoire d'Hochelega-Maisonneuve* qu'ont publiée Robert Cadotte, Paul Labonne et Colette Noël, en 2011.

L'ouvrage couvre la période 1860-1960, soit 100 ans d'histoire scolaire qui débutent par les travaux du Conseil de l'Instruction publique du Québec et, surtout, par le déménagement de la maison mère des Sœurs des Saint-Noms de Jésus et de Marie au Couvent d'Hochelega, première école du village du même nom. L'année 1960, avec l'entrée au gouvernement des Libéraux de Jean Lesage, marque surtout le début d'un profond renouveau du champ de l'éducation au Québec.

Les auteurs évoquent en treize chapitres des « témoins tant matériels qu'humains » (p. VIII) du passé scolaire d'Hochelega-Maisonneuve. Utilisant de superbes reproductions photographiques de groupes d'élèves, de manuels scolaires, d'écoles, d'uniformes d'écoliers, d'habillement religieux, de travaux d'élèves, d'images pieuses, de médailles de mérite, notamment, les auteurs se sont en effet attardés à de nombreuses facettes qui composaient la vie à l'école dans ces deux quartiers montréalais. En dépit du fait que l'image est prépondérante, une brève introduction précède chacun des chapitres et des commentaires accompagnent les différentes représentations retenues.

Au chapitre 1, portant sur les enseignants, les auteurs évoquent les Sœurs des Saint-Noms de Jésus et de Marie, les Frères des Écoles Chrétiennes et les maîtres laïcs au moyen surtout de l'habillement. La forte « présence religieuse à l'école » est notamment illustrée par des pages du catéchisme et de manuels de bienséance, des photographies de premières communions, de fêtes religieuses à l'école et de groupes de croisées et d'enfants de Marie. Le chapitre 3 évoque « La condition enseignante » et met en évidence l'horaire quotidien d'un frère enseignant et l'importante diversité des salaires versés aux enseignants religieux et laïcs, protestants et catholiques et, bien sûr, aux hommes et aux femmes laïques.

Pour montrer « L'élève en classe » (ch. 4), les auteurs ont reproduit de nombreuses photographies de groupes d'écoliers et des artefacts des pupitres et de matériel scolaire (sacs d'école, ardoise, cahier, coffrets à crayons). Au chapitre 5 portant sur le « matériel de l'enseignant », le lecteur revivra l'impression à la gélatine, la « stencileuse » ou machine à alcool et l'épiscope qui servait à projeter des images.

Des moyens utilisés pour susciter « La discipline et la motivation » (ch. 6), les auteurs ont retenu le fameux claquoir, la clochette, la monnaie scolaire, les médailles de mérite, les images, les autocollants, sans oublier la « strappe » qu'ont connu plusieurs écoliers. Plusieurs pages sont aussi consacrées aux bulletins scolaires et à l'importance accordée aux différentes matières. Ainsi, en 1950, en 3^e année, la religion compte pour 20 %, le français pour 40 %, les mathématiques pour 30 % et les « autres matières » (langue seconde, Histoire du Canada et géographie) pour 10 %.

Au chapitre 7, consacré à l'expression du patriotisme, les auteurs relèvent les différentes perceptions et attitudes des anglo-protestants et des franco-catholiques par rapport à plusieurs symboles et événements, tels que le drapeau et la Seconde Guerre mondiale. Puis, ils abordent la question de la santé, de l'hygiène et du sport. Est reproduit le certificat de vaccination antivariolique nécessaire à la réintégration de la classe. On apprend que l'amiante était en 1918 « considérée par tous les services publics comme parfaitement sécuritaire » (p. 129). Bien que peu d'écoles offraient un cours d'éducation physique avant 1960, des photographies montrent toutefois des garçons faisant partie d'équipes de balle molle, de ballon panier

